

1<sup>ère</sup> grosse de livrée de Mr  
EGBLEA Pierre du 12/5/06  
cf

Vu  
cf

N°106/CA du Répertoire

N°03-155/CA du Greffe

Arrêt du 07 octobre 2004

AFFAIRE : EGBLEA Pierre

C/

Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin

REPLUBIQUE DU BENIN  
AU NOM DU PEUPLE BENINOIS  
COUR SUPREME  
CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

Vu la requête en date à Porto-Novo du 30 octobre 2003, enregistrée au Greffe de la Cour le 04 novembre 2003 sous le n°695/GCS, par laquelle Me Mohamed O. BARE, Conseil de Monsieur EGBLEA Pierre, Gérant des Etablissements "SALOU" a saisi la Haute Juridiction d'un recours en annulation de la décision de rejet de sa candidature aux élections consulaires de l'année 2003, de l'acceptation de celle de Monsieur ABOH G. Désiré aux mêmes élections et par conséquence l'invalidation de son élection ;

Vu la lettre n°1286/GCS du 11 novembre 2003 par laquelle les pièces du requérant ont été communiquées au sieur ABOH Désiré pour ses observations ;

Vu les observations sans date du Président de la Commission Electorale Nationale de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin, enregistrées sous le n°738/GCS le 13 novembre 2003 au Greffe de la Cour ;

Vu les observations du Président de la Commission Electorale Nationale de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin en date du 21 juin 2004, enregistrées sous le n°641/GCS du 21 mai 2004 au Greffe de la Cour ;

Vu la lettre n°169/GT-PN/2004 du 21 juin 2004 enregistrée au Greffe de la Cour sous le n°820/GCS le 28 juin

cf

Notifié par L/n° 1844/GCS du 16/05/2006  
1913-1914-1915/GCS du 17/05/2006



2004, par laquelle le Greffier en Chef du Tribunal de Porto-Novo a transmis à la Cour la page authentifiée du registre de commerce de Porto-Novo à la date du 22 septembre 2001 ;

Vu les observations du Président de la Commission Electorale Nationale de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin en date du 30 juin 2004, enregistrées au Greffe de la Cour, le 1<sup>er</sup> juillet 2004 sous le n°852/GCS ;

Vu les observations en date à Cotonou du 28 juin 2004, de Me Mohamed O. BARE, enregistrées le 02 juillet 2004 sous le n°870/GCS au Greffe de la Cour ;

Vu la consignation légale payée et constatée par reçu n°2666 du 06 novembre 2003 du Greffe de la Cour ;

Vu l'Ordonnance n°21/PR du 26 avril 1966, organisant la procédure devant la Cour, remise en vigueur par la loi n°90-012 du 1<sup>er</sup> juin 1990 ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Où le Conseiller **Emile TAKIN** en son rapport,

Où l'Avocat Général **Hector Raoul OUENDO**, en ses conclusions

Après en avoir délibéré conformément à la loi,

### **EN LA FORME**

Considérant que le recours de Pierre EGBLEA a été introduit dans les forme et délai légaux ;

Qu'il y a lieu de le déclarer recevable ;

### **AU FOND**

Considérant que le requérant expose :

Qu'il est gérant des Etablissements "SALOU", entreprise individuelle, propriété de Monsieur ADOUKONOU Sènakpon Jean-Benoît Fabrice, suivant la convention de gérance libre en date à Cotonou du 25 juillet 2000, intervenue entre ADOUKONOU et lui et qui stipule que Monsieur EGBLEA Pierre représentera les



Qu'ayant reçu, par procuration du 28 juillet 2003, mandat général du propriétaire des établissements "SALOU", il a postulé en son nom et pour son compte aux élections consulaires de l'année 2003 ;

Qu'il était en lice avec deux autres candidats pour le secteur du commerce du département de l'Ouémé, quand sa candidature a été rejetée au profit de celle de Monsieur ABOH G. Désiré des établissements "TON TOUR VIENDRA", dont le numéro de registre de commerce est le 03-A-546 du 22 septembre 2003, et ceci en violation des dispositions de l'article 68 des statuts de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin ;

Que contrairement aux mentions relatives au numéro du registre de commerce dudit établissement publiées au Journal Officiel, il a été relevé sur la copie produite par Monsieur ABOH Désiré qu'il a été inscrit au registre de commerce de l'Ouémé le 22 septembre 2001, alors qu'une compulsions dudit registre a révélé qu'il a été plutôt inscrit le 22 septembre 2003 ;

Qu'il s'agit d'un faux grossier à écarter des débats ;

Considérant que la Commission Electorale Nationale de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin estime que l'article 4 des statuts ne donne pas vocation aux mandataires des personnes physiques à être éligibles en qualité de membre de l'Assemblée Consulaire ;

Que selon l'article 30 de l'acte uniforme relatif au droit commercial général, l'immatriculation au registre de commerce a un caractère personnel ;

Que c'est a bon droit que la candidature du requérant a été rejetée ;

Considérant que la Commission Electorale Nationale de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin déclare avoir accueilli la candidature de Monsieur ABOH Désiré, parce qu'il a fourni dans son dossier une copie de son registre de commerce de l'année 2003 ;

9



Que d'après les statuts de la Commission Electorale Nationale de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin, le Candidat doit avoir exercé depuis 2 ans en qualité de dirigeant d'une entreprise de droit béninois et qu'il n'est pas exigé du candidat qu'il soit inscrit au registre de commerce ;

Que tous documents peuvent servir de preuve à l'exercice de l'activité économique ;

Qu'il en a été ainsi dans la pratique, ainsi Madame CHIDIAC Lolo a été membre de Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin sans avoir de registre de commerce, et son mari qui a produit un registre de commerce inscrit la veille des élections et a été élu.

**Sur le moyen tiré de la violation des dispositions de l'article 4 des statuts de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin**

Considérant que pour rejeter la candidature du requérant, la Commission Electorale Nationale de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin excipe des dispositions de l'article 4 des statuts de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin, que l'immatriculation au registre de commerce ayant un caractère personnel, le mandat, à caractère général donné par Monsieur Fabrice ADOUKONOU, ne peut pas prospérer ;

Considérant que le mandat est le pouvoir qu'une personne donne à une autre, à l'effet de la représenter et d'accomplir un ou plusieurs actes juridiques et qu'il peut avoir une portée générale ou spécifique, sauf les restrictions légales ;

Que l'article 4, premier des statuts de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin stipule : "la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin a vocation à regrouper tous les opérateurs économiques de la République du Bénin à savoir :

Les propriétaires des exploitations individuelles ; ou leurs mandataires, sauf les artisans et les exploitants agricoles" ;

Considérant que l'article 4 n'a pas déterminé le caractère du mandat pour sa validité, que le caractère personnel de l'immatriculation au registre de commerce du commerçant, personne physique ou morale, au sens des dispositions de l'article



30 de l'acte uniforme n'est pas une condition restrictive de l'étendue du pouvoir donné au mandataire ;

Qu'il s'agit en fait, pour le propriétaire, Fabrice ADOUKONOU, de l'exercice d'un droit qui lui est conféré sans condition ;

Que la Commission Electorale Nationale de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin en distinguant là où la loi n'a pas distingué a violé les dispositions légales évoquées ;

**Sur le moyen tiré de la violation de l'article 68 A12 des statuts de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin**

Considérant que pour accueillir la candidature du sieur ABOH G. Désiré, la Commission Electorale Nationale de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin a trouvé au nombre des pièces produites, le registre de commerce inscrit au titre de l'année 2003 et que les statuts de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin ne prescrivent pas à peine de déchéance l'inscription au registre de commerce, pour être électeur et éligible, qu'il suffisait pour le candidat de faire la preuve libre de l'exercice de l'activité commerciale ;



Considérant que l'article 5 des statuts de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin prescrit au point 1°) : "les Opérateurs Economiques visés à l'article 4 ci-dessus, doivent s'affilier à la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin. Ils doivent satisfaire aux obligations ci-après :

1°) Etre inscrit au registre du commerce et du crédit immobilier ..."

Que des dispositions combinées des articles 66 et 68 des statuts de la CCIB, il est exigé des candidats, entre autres conditions, pour être éligibles ou électeurs, "d'avoir au moins deux (02) années d'activités au Bénin en qualité de dirigeant d'une entreprise de droit béninois. . ." et que " . . . ces représentants doivent effectivement résider dans les départements dont ils représentent les opérateurs et y exercer leurs activités depuis au moins (02) ans" ;

Considérant qu'à la lumière des dispositions ci-dessus évoquées, l'inscription au registre de commerce est obligatoire

9

pour être électeur et éligible, et que la copie du registre de commerce est une pièce constitutive du dossier de candidature ;

Considérant que l'inscription au registre de commerce confère à l'activité commerciale date certaine, permettant à la Commission Electorale Nationale de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin de contrôler la durée de l'activité économique à la date des élections ;

Considérant que les investigations, diligentées par la Cour, ont confirmé que Monsieur ABOH G. Désiré a été inscrit au registre de commerce au titre de l'année 2003 ;

Qu'il n'a pas exercé pendant deux (02) ans à la date des inscriptions sur les listes électorales ;

Que partant, la Commission Electorale Nationale de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin en acceptant sa candidature a violé les dispositions de l'article 68 des statuts de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin ;

Qu'en conséquence il y a lieu d'annuler la candidature de Monsieur ABOH G. Désiré et par conséquent son élection ;

#### **Sur l'éligibilité de EGBLEA Pierre**

Considérant que le requérant sollicite de le déclarer élu, à la suite de l'invalidation de la candidature et de l'élection de ABOH G. Désiré,

Considérant que le scrutin contesté a porté sur la personne de ABOH G. Désiré et non sur celle du requérant ;

Que l'élection est intitulée personae, et qu'il n'y a pas lieu de déclarer le requérant élu en dehors de tout scrutin, mais à faire valoir sa candidature aux élections consulaires prochaines ;

#### **Par ces motifs,**

#### **Décide :**

**Article 1<sup>er</sup>** : la requête de EGBLEA Pierre est recevable ;

**Article 2 :** la candidature de ABOH G. Désiré est annulée, par conséquent son élection ;

**Article 3 :** la décision de rejet de la candidature de EGBLEA Pierre prise par la Commission Electorale Nationale de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin est annulée ;

**Article 4 :** la candidature de EGBLEA Pierre sera prise en compte pour les nouvelles élections dans les ressort et catégorie concernés ;

**Article 5 :** les frais sont mis à la charge de la Commission Electorale Nationale de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin ;

**Article 6 :** notification de la présente décision sera faite aux parties et au Procureur Général près de la Cour Suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour Suprême, Chambre Administrative, composée de :

**Samson DOSSOUMON**, Conseiller à la Chambre Administrative ;

**PRESIDENT ;**

**Emile TAKIN** )

Et (

**Bernadette HOUNDEKANDJI** )

**CONSEILLERS ;**

Et prononcé à l'audience publique du Jeudi sept octobre deux mille quatre, la Chambre étant composée comme ci-dessus, en présence de :

**Clémence YIMBERE DANSOU,**

**MINISTRE PUBLIC ;**

Et de Me **Donatien H. VIGNINOU,**

**GREFFIER. ;**



9



Et ont signé

Le Président

Le Rapporteur


Samson DOSSOUMON.-

Emile TAKIN.-

Le Greffier


Donatien H. VIGNINOU

AE = 2000 3400  
P = 2000

03/05/06

nrégré à Cotonou le

Fo 29

Case

2156

Reçu

Quatre mille francs

L'Inspecteur de l'Enregistrement



Antoinette L. AGO